

Promotion de la solidarité et de la paix internationales

Le groupe GUE/NGL s'oppose à la militarisation, au déploiement de forces d'intervention de l'UE et à toute autre action susceptible de créer des conflits et des tensions dans les relations internationales. Des réponses au niveau international et sur le plan politique constituent actuellement le meilleur moyen de mettre fin aux conflits et de les empêcher de façon pacifique.

Le groupe GUE/NGL soutient la solidarité internationale, la paix, les valeurs démocratiques ainsi que la souveraineté et la liberté des peuples.

Faire face aux répercussions du changement climatique

Tant le changement climatique que l'appauvrissement de la biodiversité et la pollution ont des répercussions profondes sur l'agriculture, les paysans, la vie des peuples indigènes, les terres et les océans à travers le monde. À l'avenir, on peut s'attendre à une aggravation de la situation ainsi qu'à une augmentation considérable de la pauvreté et des inégalités. La solution ne réside pas dans les mécanismes du marché mais dans des accords internationaux ambitieux et juridiquement contraignants.



L'approche du groupe GUE/NGL face au changement climatique est fondée sur le principe des responsabilités historiques communes mais différenciées.

Nous pensons qu'il est nécessaire de mettre en place un fonds d'adaptation destiné exclusivement à faire face au changement climatique, dans le cadre d'un mécanisme financier qui devrait être géré de façon souveraine, transparente et équitable pour tous les États. Ce fonds devrait évaluer les incidences et les coûts du changement climatique, de l'appauvrissement de la biodiversité et de la pollution dans les pays en développement. Il devrait également comprendre un mécanisme visant à compenser les dommages actuels et futurs ainsi que la réduction des opportunités due aux événements climatiques extrêmes et graduels. La compensation doit être directe et venir s'ajouter aux financements promis par les pays développés.

Membres du groupe GUE/NGL au sein de la délégation du Parlement européen à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE



Elie HOARAU (FR)
Vice-président



João Ferreira (PT)



Gabriele Zimmer (DE)



Thomas Händel (DE)



Georgios Toussas (EL)



Sabine Lösing (DE)



Patrick Le Hyaric (FR)



Marie-Christine Vergiat (FR)

Pour plus de détails sur les informations contenues dans ce dépliant, veuillez contacter Mauricio Miguel:
mauricio.miguel@europarl.europa.eu

Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique
Parlement européen
rue Wiertz 43, B-1047 Bruxelles
T +32-(0)228-42683
F +32-(0)228-41774

Réalisé par l'unité Communications du Groupe GUE/NGL :
GUENGL-Communications@europarl.europa.eu
Photos: Parlement européen, Communautés européennes, Paul-Emile Dupret, Henner Sorg
Conception: Dominique Boon
Impression: Dossche Printing
© GUE/NGL – Bruxelles 2010
Imprimé sur papier recyclé



Pour un vrai développement des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

De nouvelles relations fondées sur une véritable coopération et la solidarité

L'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE a été créée dans le but de réunir des représentants élus de l'Union européenne – députés au Parlement européen – et des représentants élus de 78 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique («pays ACP»), signataires de l'Accord de Cotonou en 2000.

Les représentants des 78 pays ACP, qui doivent être députés, rencontrent leurs 78 homologues du Parlement européen en session plénière, pendant une semaine deux fois par an, alternativement dans un pays ACP et dans l'UE.

Le groupe GUE/NGL estime que de nouvelles relations doivent être développées avec les pays ACP, fondées sur une véritable coopération, la solidarité et l'intérêt mutuel. Il est nécessaire de rééquilibrer les relations existantes entre l'UE et les pays ACP, ainsi que de marquer une rupture claire avec des relations d'assujettissement et de dépendance.

Pour le groupe GUE/NGL, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015 est une nécessité absolue. Ces objectifs constituent les normes minimales de base du développement humain qui font défaut dans les régions du monde les plus défavorisées, en particulier dans les pays ACP.

Délégation du groupe GUE/NGL à l'Assemblée ACP-UE à Tenerife (avril 2010)



Une vraie politique de développement pour les relations ACP-UE

La crise actuelle exige la mise en œuvre d'une vraie politique de promotion du développement. C'est pourquoi le groupe GUE/NGL plaide en faveur de solutions efficaces:

- **la révision de l'accord de Cotonou** ne doit pas conduire à l'imposition d'accords de partenariat économique (APE) et à la libéralisation des services, des investissements, de la concurrence et de la passation de marchés; il convient au contraire de mettre un terme au pillage des ressources naturelles des pays ACP tout en défendant la souveraineté de ces derniers afin qu'ils puissent contrôler les investissements et encourager la coopération régionale;
- **la reconnaissance des droits humains fondamentaux** tels que l'accès à l'eau, à la terre, à l'énergie, à la santé et à l'éducation. Ces droits ne peuvent dépendre des règles du marché;
- **la reconnaissance du droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire**, assorti du droit pour les pays à se protéger des importations, à soutenir leur production et leur commerce locaux ou de subsistance, et à rejeter les «paquets technologiques» tels que les produits agrochimiques, les OGM et les biocarburants;
- **la défense et la promotion du droit du travail**, de la sécurité au travail et de l'égalité entre les femmes et les hommes;
- **la suppression de la dette extérieure des pays en développement;**
- **la reconnaissance du droit à produire ou importer des médicaments** sans devoir verser de commissions à des entreprises pharmaceutiques;
- **un accroissement substantiel de l'aide au développement** afin de garantir des politiques de développement efficaces, en consacrant la plus grande partie de cette aide à la santé et à l'éducation;
- **la sauvegarde et le renforcement des services publics**, ces aspects étant essentiels pour apporter des solutions dans le domaine des soins de santé et lutter contre la pauvreté;

→ **le refus des politiques d'ajustement structurel**, de la réduction des dépenses sociales (santé, éducation), du démantèlement des services publics et de la diminution des subventions aux petites et moyennes exploitations agricoles;

→ **la dénonciation de la nature répressive des politiques d'immigration de l'UE**. L'Union doit assumer sa part de responsabilité dans la situation que connaissent les pays d'origine, notamment les pays ACP, et mettre en place une véritable coopération avec ces États.



Le député du GUE/NGL Élie Hoarau visite une exploitation bananière à Tenerife (avril 2010)